

170, BOULEVARD DU MONTPARNASSE
75014 PARIS - FRANCE
TÉL. 325-36-74
C. C. P. 1248-74 PARIS

D 343 ARGENTINE: INFLATION ET POUVOIR D'ACHAT

Le lecteur aura un aperçu sur le côté économique de la crise argentine en consultant les chiffres ci-dessous. Ils sont tirés du bulletin "Etudes économiques", de la Banque Française et Italienne pour l'Amérique du Sud, dans son numéro 7 du mois d'octobre 1976.

Sans reprendre forcément à notre compte toutes les remarques faites dans ce document, nous avons cependant pensé qu'il pouvait être éclairant sur le problème du pouvoir d'achat des milieux populaires du pays.

Intertitres de DIAL.

(Note DIAL)

L'EVOLUTION DES PRIX ET DES SALAIRES

Inflation record

En dépit des contrôles mis en place pour freiner la hausse des prix, l'Argentine a connu en 1975 un niveau d'inflation record. En effet, l'Instituto Nacional de Estadística y Censos (INDEC) évalue à 334,9% (contre 40,1% un an plus tôt) l'augmentation de l'indice des prix à la consommation entre décembre 1974 et décembre 1975, avec une hausse particulièrement rapide pour la période juin-août (plus 102,5%).

C'est pour les postes "ménage" (plus 427,7%), "dépenses générales" (plus 351,9%) et "alimentation" (plus 348,9%) que les hausses ont été les plus importantes.

L'essai d'une nouvelle "trêve" économique pendant les derniers mois qui ont précédé le changement institutionnel (1) n'ayant pas été concluant, la hausse des prix a porté pour le 1er trimestre 1976 sur 89,1%, et sur 566,3% pour la période mars 1975-mars 1976. Avec 38% pour le seul mois de mars, l'Argentine a enregistré le taux mensuel de hausse le plus élevé.

Si le nouveau gouvernement a fait, de la lutte contre l'inflation, son objectif prioritaire, les premiers résultats ont été à la mesure des espérances et la hausse des prix à la consommation qui atteignait encore 34,6% en avril est tombée à 13,1% en mai puis à 2,8% en juin et 4,2% en juillet. Pour le premier semestre de l'année en cours, la hausse a pu être limitée à 196,7%. Elle a porté sur 465,2% pour la période juillet 1975-juillet 1976. La politique anti-inflationniste a consisté essentiellement à éliminer les différents contrôles sur les prix et en un durcissement de la politique salariale qui s'est traduit par une baisse du salaire réel, mais d'autres facteurs ont également contribué à freiner l'inflation: la réduction du déficit fiscal et les mécanismes mis en place pour contenir la création monétaire du secteur extérieur.

(1) Le coup d'Etat du 24 mars 1976 (Note DIAL).

Les prix de gros

S'agissant des prix de gros, l'augmentation a été, selon l'INDEC, de 348,7% entre décembre 1974 et décembre 1975. La hausse a atteint 336,9% pour les produits nationaux, 297,3% pour les produits agropastoraux, 353,4% pour les produits non agropastoraux, et 545,3% pour les produits importés.

Grâce à une augmentation de 4,8% en mai et de 4% en juin - après les hausses de 54,1% en mars et de 26,3% en avril - l'indice des prix de gros n'a progressé "que" de 225,7% pendant le premier semestre 1976, soit un taux annuel pour la période juin 1975-juin 1976 de 634,9% (contre 919,7% pour la période avril 1975-avril 1976). L'augmentation de 8,2% des prix de gros en août - essentiellement imputable au constant réajustement qui intervient dans le secteur des produits agropastoraux - confirme une légère reprise de la tendance à la hausse amorcée en juillet (plus 5,5%) et préfigure une augmentation sensible des prix à la consommation en septembre et octobre qui devrait, par l'effet des augmentations de salaires et la hausse des services publics, se maintenir jusqu'en fin d'année. On estime toutefois que, sauf changements dans la politique salariale, le taux d'inflation ne dépassera pas 320% à la fin de 1976.

Dans le secteur de la construction, la hausse des prix a porté, selon l'INDEC, sur 366,4% entre décembre 1974 et décembre 1975. Elle a atteint 482,9% pour les matériaux, 396,9% pour les dépenses générales et 283,2% pour la main-d'oeuvre (charges sociales comprises). L'INDEC évalue à 181% la hausse du coût de la construction pour la période décembre 1975-juin 1976.

Les salaires

En ce qui concerne les salaires, l'année 1975 a été caractérisée par une baisse marquée du pouvoir d'achat due à la recrudescence de l'inflation et ceci en dépit des augmentations accordées à plusieurs reprises. Outre les augmentations générales - celles obtenues dans le cadre des conventions collectives signées en juin et juillet 1975 ont atteint en moyenne 150% en termes nominaux - d'autres améliorations ont été obtenues par les syndicats, branche par branche. L'année 1975 a été aussi marquée par l'accentuation de l'ingérence des syndicats péronistes dans les entreprises privées.

En dépit de la pression des syndicats pour maintenir l'emploi au niveau élevé du début de l'année, le taux de chômage dans la capitale fédérale et le grand Buenos-Aires est passé, selon les statistiques officielles, de 2,3% de la population active en avril à 6% en août 1975. Toutefois la situation s'est sensiblement redressée au cours des mois suivants, les chefs d'entreprise estimant moins coûteux de réduire les horaires de travail que de renvoyer du personnel.

Après que soient intervenues deux augmentations de salaires, en janvier (plus 18% par rapport au niveau du 31 décembre 1975) et en mars (plus 20%) - qui n'ont pas empêché le salaire réel de l'ouvrier de chuter à la fin mars 1976 de 35% par rapport à son niveau de mars 1975 - le nouveau gouvernement a décidé de suspendre toute négociation salariale entre syndicats et entreprises ainsi que tout processus de réajustement automatique périodique des salaires en fonction de critères déterminés. Ce sera l'Etat qui fixera périodiquement l'augmentation des salaires, dans les

secteurs privé et public, en tenant compte de la hausse du coût de la vie. Le véritable stimulant de la progression des salaires doit provenir maintenant d'une meilleure productivité de l'ensemble de l'économie, en particulier de celle de la main-d'oeuvre.

En application de cette politique, le Gouvernement a augmenté l'ensemble des salaires de 15% à partir du 1er juin, cette hausse devant absorber toutes les augmentations accordées par les employeurs à compter du 1er avril. Une nouvelle augmentation de 12%, accompagnée d'un relèvement de 3% des allocations familiales est intervenue à dater du 1er septembre. En dépit de ces hausses, le salaire réel restera faible jusqu'à la fin de 1976.

En ce qui concerne la législation du travail, une loi prévoit que le pouvoir exécutif pourra désormais, en cas d'urgence, interdire aux employeurs le recours au "lock-out" et aux ouvriers la grève ou toute forme d'action susceptible de réduire la production nationale.

INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION A BUENOS-AIRES
(Base 1960 = 100)

	Décembre				Variations décembre 1974 décembre 1975 (en %)
	1972	1973	1974	1975	
NIVEAU GENERAL	1 851,6	2 662,0	3 729,5	16 221,8	plus 334,9
Alimentation	1 991,6	2 710,6	3 611,8	16 213,1	plus 348,9
Vêtements	1 519,5	2 202,1	3 957,8	16 464,7	plus 316,0
Logement	1 086,8	2 900,9	3 433,2	7 632,8	plus 122,3
Dépenses génér.	2 012,1	3 054,1	4 103,6	18 546,8	plus 351,9
Ménage	1 789,9	2 503,7	3 552,1	18 745,1	plus 427,7

Source: Dirección Nacional de Estadística y Censos

(Diffusion DIAL)

Abonnement annuel: France 140 f - Etranger 160 F
(avion: tarif spécial)

Directeur de la publication: Charles ANTOINE

Imprimerie: DIAL, 170 bd du Montparnasse, 75014 Paris

Commission paritaire de presse: n° 56249